

FactCheck:HELLAS

Solidarité avec la population en Grèce

Numéro 4 Juillet 2015

Le débat autour et dans SYRIZA p. 3 +++ Renaissance de la démocratie et démontage de la démocratie à Athènes p. 3 +++ Gouvernement allemand et criminels nazis en Grèce p. 4 +++ Réfugiés en Grèce du Nord p. 6 et 7 +++

L'espoir diminue – la solidarité reste

Le triptyque qu'on pouvait observer en Grèce dans un espace de huit jours, entre le 05 et le 13 juillet 2015, est énorme. Ce triptyque peut être résumé ainsi: une victoire de la démocratie dans le référendum du dimanche 05 juillet – puis un geste de soumission et la présentation d'une dernière offre pour un possible compromis par le parlement grec, le vendredi 10 juillet – puis la capitulation inconditionnelle du Premier ministre grec, Alexis Tsipras, le lundi 13 juillet. Le point de départ et le point final de ces trois étapes de la tragédie grecque récente sont à proprement parler historiques.

Le 05 juillet, 61,3 pour cent des Grecs et des Grecques participant au référendum ont voté pour le refus du programme d'austérité que l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et en particulier le gouvernement fédéral allemand cherchaient à imposer à leur pays. Les hommes et les femmes en Grèce ont décidé ainsi malgré le fait que 80 pour cent des médias grecs avaient fait de la propagande pour le «Oui». Malgré le fait que Bruxelles et Berlin exigeaient massivement un «Oui». Ils et elles ont voté d'une manière aussi univoque malgré le fait que la BCE avait cessé l'aide aux banques grecques immédiatement après l'annonce du référendum, ce pourquoi les banques étaient obligées de fermer dès le lundi précédant le référendum (le 29 juin). Au référendum, l'argument dur et immoral - «fermeture des banques» - était opposé à l'argument «soft» qui demandait un «vote de la dignité». Malgré cela, la morale et la dignité ont gagné. Le lendemain, Tsipras semblait en mesure d'engranger une belle récolte politique. Tous les partis démocratiques grecs, à l'exception du KKE (Parti communiste grec), ont alors signé une déclaration par laquelle ils appuyaient Tsipras lors des négociations à Bruxelles. Le dirigeant du principal parti d'opposition, Antonis Samaras du parti conservateur «Nea Dimokratia» (ND) démissionna. L'opposition de droite était ainsi sans leader.

Mais l'Union européenne et le gouvernement fédéral allemand ont immédiatement clarifié les choses, de leur point de vue: la démocratie, à leurs yeux, c'est pour rire. En réalité ne s'applique que la Loi du plus fort. Ou encore: les soixante entreprises grecques les plus importantes ont réalisé, en 2014, un chiffre d'affaires de 57 milliards d'euros. Cela correspond au chiffre d'affaires du groupe allemand Volkswagen (VW) en un trimestre. Vous avez compris ?! Les créanciers, pendant trois jours, oppo-

saient un refus net à toute négociation nouvelle sérieuse. Ils ne faisaient que répéter: «La balle est dans le camp grec». Mais pourquoi ça ? Il y avait une proposition de l'UE. Il y avait eu un Non grec. Ainsi c'était au tour des créanciers de reconsidérer leur position. Après une semaine et demie de fermeture des banques, le gouvernement grec et le parlement à Athènes se mettaient sur les genoux. Ils décidèrent au matin du 11 juillet, assistés par des «conseillers» français, d'un «programme de réformes» qui était largement identique à celui des créanciers de fin juin. A partir de maintenant, les choses se déroulaient comme dans un film sur la mafia. «Assez n'est pas suffisant !», clamaient les créanciers. D'heure en heure, ils exigeaient plus. Wolfgang Schäuble, Angela Merkel et Sigmar Gabriel – le ministre des Finances allemand, la chancelière et son ministre de l'Économie, respectivement chrétiens-démocrates et chef du Parti social-démocrate – demandèrent maintenant même un «Grexit (une sortie grecque de la zone euro) temporaire», une menace brandie pour imposer une victoire totale. A la fin, Tsipras s'est résigné à signer le 13 juillet, une déclaration du sommet de la zone euro dans laquelle on lit qu'il faut «restaurer» la «crédibilité» de la Grèce. Le pays se voit définitivement traité comme une colonie.

Le contenu de cette déclaration du sommet européen reflète la capitulation sans conditions de la Grèce. L'intégralité du programme des créanciers doit être

appliquée. Le parlement d'Athènes doit décider, dans un espace de trois jours suivant le sommet, des premières mesures décisives de mise en œuvre de la capitulation. Le texte reflète l'ingérence des créanciers jusque dans les détails de la vie quotidienne en Grèce. Ainsi on y lit que les magasins doivent être ouverts le dimanche et que les ferrys doivent être «ouverts à la concurrence», donc privatisés. Surtout il est convenu de créer un fonds «indépendant» auquel doivent être transférés des «avoirs grecs» d'une valeur globale de cinquante milliards d'Euros. Ici il s'agit d'entreprises et de biens immobiliers qui relevaient jusqu'ici de la propriété publique, censés être privatisés dans un proche avenir. Cela nous rappelle des événements comparables en ex-Allemagne de l'Est, au début des années 1990. Les valeurs objectives devant être transférées à ce fonds pourraient réellement avoisiner voire dépasser les cinquante milliards d'Euros. Mais la recette qui sera encaissée, à la fin, n'en vaudra qu'une infime partie. Cela signifie du bradage de biens publics à des prix dérisoires.

La Grèce est rabaisée, de cette manière, au statut d'une semi-colonie. Quant à savoir si cette semi-colonie continue d'être gouvernée par Alexis Tsipras – qui risque d'être réduit au rôle d'un Alexander Dubcek, gouvernant la Tchécoslova-

que après l'intervention militaire soviétique à Prague en 1968 sans disposer de marges de manœuvre –, si elle sera gérée par une coalition d'union nationale ou si les banques finissent quand même par implorer: tout cela est encore ouvert. Si aucun événement extraordinaire se produit, tel qu'un soulèvement de la gauche au sein de SYRIZA, une grève générale, un large mouvement populaire poursuivant la dynamique du «Non» au référendum, nous sommes alors les témoins d'un véritable coup d'Etat. La prise du pouvoir, cependant, est effectuée depuis l'extérieur, dans ce cas particulier: par l'UE, la BCE et le Fonds monétaire international (FMI). Même si ces «institutions» effectuent leur boulot au service des intérêts des grandes entreprises et du capital financier, qui exploiteront les ressources du pays et d'une population qui s'appauvrira encore plus.

Et nous ? Nous sommes co-responsables dans cette tragédie. La gauche en Europe n'a pas réussi à construire la nécessaire solidarité large avec la population en Grèce, et avec le gouvernement conduit par SYRIZA. Il n'y a pas eu de mobilisations massives en faveur de la Grèce, que ce soit à Madrid, à Lisbonne, à Rome, à Paris ou à Berlin – malgré le fait que des millions d'hommes et des femmes suivaient avec sympathie la lutte du peuple grec. Il sera d'autant plus important, pendant ces jours-ci remplis d'amertume et de colère, de montrer de la solidarité et d'utiliser chaque opportunité d'opposer une résistance à l'arrogance du pouvoir du capital et de la domination coloniale.

Coup d'Etat

#Thisisacoup («Ceci est un putsch»), le Hashtag devenu l'un des plus populaires de la planète au cours du dimanche 12 juillet 2015 sur Twitter, a exprimé la pensée profonde de millions d'hommes et de femmes à travers les continents. Sa popularité montre que les gardiens du temple de l'euro ne peuvent plus se dissimuler devant la communauté internationale: être membre de la zone euro, cela signifie que les créanciers sont en mesure de détruire l'économie de pays dotés de gouvernements élus pour leur imposer une ligne politique. «Avant c'était les chars // maintenant ce sont les banques», tel était l'un des commentaires typiques sur Twitter qui donnaient la teneur du débat.

De nombreux tweets ont mis en avant l'idée que le gouvernement grec est poussé à la capitulation par la Banque centrale européenne (BCE) et à travers la fermeture des banques grecques. L'économiste Paul Krugman a posté sur Twitter un article de son blogue intitulé «Killing the european project» (Tuer le projet européen), et rejoint les utilisateurs/utilisatrices des réseaux sociaux qui se montrent de plus en plus désillusionné-e-s par «l'Europe». La critique était surtout dirigée contre l'Allemagne: «Les dégâts que fait ce gouvernement fédéral (allemand), c'est simplement une honte», écrit ainsi un utilisateur. L'économiste Branko Milanovic a posté le tweet suivant: «De la folie ! Pour punir Tsipras, (NDLR: le ministre allemand des Finances) Schäuble veut détruire 55 ans d'intégration européenne.»

En Grèce, dans la nuit du dimanche 12 au lundi 13 juillet, #Thisisacoup a été remplacé comme Hashtag le plus populaire par #TsiprasleaveEUsummit; signifiant que le Premier ministre Alexis Tsipras fut exhorté à refuser, de quitter le sommet de l'Union européenne à Bruxelles. «Alexis, prend le prochain avion et reviens dans ton pays ! Nous te faisons confiance !», c'est ainsi qu'un utilisateur a résumé le climat. Vers lundi matin, ce 13 juillet 2015, quand il devint clair que Tsipras avait cédé, les tweets ne reflétaient plus que la colère et la déception. «Tsipras, monte dans l'avion, mais ne retourne pas en Grèce !», plaisanta quelqu'un. «Oubliez les centrales électriques, les centres de distribution des eaux, les ports et les aéroports», se désolait quelqu'un d'autre, en allusion aux futures privatisations imposées à la Grèce.

Ce que la communauté globale des utilisateurs et utilisatrices des réseaux sociaux a nommé « Ceci est un coup d'Etat », a réussi. Au moins les masques sont ainsi tombés, sous les yeux de l'opinion publique mondiale, ces masques qui ornaient jusqu'ici la rhétorique à propos des prétendues « valeurs démocratiques et humanistes » de la politique de l'Union européenne.

Margarita Tsomou, Athen

A propos de nous

Ce quatrième numéro de la nouvelle revue FactCheck:HELLAS (FCH), fondée en avril 2015, paraît aussi en langue grecque, anglaise et française, italienne et espagnole. En Grèce, le journal paraît comme supplément du quotidien de gauche EFSYN. Pour connaître les éditeurs-éditrices et les soutiens de la revue, voir la page 2. Nous vous remercions de bien vouloir aider financièrement cette publication, de la soutenir et de la diffuser le plus largement possible. Votre rédaction FCH.

Arguments du café du commerce et réponses

Après la capitulation d’Alexis Tsipras lors du sommet de la zone euro des 12 et 13 juillet, les propos et ragots du café du commerce rencontrent un terrain particulièrement fertile. Notre journal a sélectionné, dans ce bouquet mi-fané mi-pourri, une bonne demi-douzaine d’exemples et fournit les réponses, argumentées comme toujours.

Allégation numéro 1 Le gouvernement grec, issu des élections législatives du 25 janvier 2015, n’a pas mené une politique crédible depuis, et n’a jamais fourni les « listes des réformes » exigées.

Notre réponse: En vérité, il n’a pas été laissée une seule semaine de repos au gouvernement grec, après l’élection de janvier, par les gouvernements « partenaires » dans les autres pays de la zone euro, pour qu’il puisse mener une vraie activité gouvernementale. Il était entendu d’avance qu’à Berlin et Bruxelles, la ligne de conduite était arrêtée : Tsipras doit partir ; le parti SYRIZA doit être divisé – le problème s’appelle « Alexis », non pas « Grexit » (sortie grecque de la zone euro). En ce qui concerne les fameuses « listes », c’est le contraire qui est vrai : la délégation grecque à la négociation a déposé à Bruxelles, à plusieurs reprises, des listes de propositions précisément calculées, et les a aussi publiées. Mais au fond, son approche était opposée à celle des créanciers. Et ceci en trois points cruciaux : d’abord, il s’agissait d’atteindre une croissance économique, au lieu de mettre les économies au premier plan ; c’est ainsi que les recettes publiques devaient être augmentées. Deuxièmement, les recettes fiscales devaient être augmentées par des impôts plus élevés pour les riches et par la lutte contre l’évasion fiscale. Troisièmement, il s’agissait de faire ce que la logique mathématique impose : avec un effacement de dette substantiel, il fallait faire en sorte que le pays et la population puissent respirer. Enfin, il était prévu de rembourser le reste de la dette, sa partie considérée comme acceptable. Les créanciers veulent cependant l’austérité : les coupes massives et continues apportées aux dépenses publiques et aux revenus de la masse de la population. Cela a considérablement contribué à la crise profonde dans laquelle s’enfonce le pays depuis 2011.

D’ailleurs : alors que tout le monde avait les yeux fixés sur les négociations à Bruxelles, le parlement et le gouvernement grecs étaient parfaitement actifs, à Athènes. Il y a plusieurs dizaines de mesures intelligentes dans le domaine social, dans le secteur de la santé, dans le secteur de l’éducation et de la formation. Nous les avons documentées dans notre numéro FCH01 (page 3). Voir aussi les décisions actuelles concernant la situation des réfugié-e-s (voir ce numéro,

pages 6 et 7).

Allégation numéro 2 La Grèce est un pays qui a été mal géré et ruiné.

Notre réponse: C’est exact. C’est ce qu’avait dit SYRIZA avant les élections, et c’est ce que dit le gouvernement grec depuis la fin janvier 2015. Et le quotidien économique pro-capitaliste allemand *Börsenzeitung* du 02 juillet dernier a clairement pointé les responsabilités de cette situation : « Les gouvernements précédents à Athènes ont conduit le pays à l’abîme. » Ces gouvernements avant celui conduit par SYRIZA ont été constitués, pendant des décennies, par les partis conservateurs Nea Dimokratia (le parti jumelé à la CDU/CSU en Allemagne ou au parti UMP/Les Républicains en France) et « socialiste » PASOK (le parti jumelé au SPD en Allemagne et au PS en France).

exact. Mais cela signifie en clair : dans ces négociations, qui avaient plutôt le caractère d’un chantage durant des mois, le parti SYRIZA avait abandonné, en beaucoup de points, les positions pour lesquelles il avait été élu. Les négociateurs grecs, avec Yanis Varoufakis à leur tête, sont ici allés sur les genoux... aussi parce qu’ils ne trouvaient ni un soutien de la part d’autres pays de la zone euro, ni un mouvement de solidarité en Europe qui aurait pu les appuyer. La Grèce était isolée, et est toujours largement isolée. Cela n’a rien à voir avec le fait que la politique de SYRIZA serait erronée. Au contraire : les chefs de gouvernement à Madrid, Rome, Lisbonne et Dublin craignaient, au contraire, qu’un succès de SYRIZA conduirait à ce que dans leurs propres pays, les forces revendiquant une fin de l’austérité soient renforcées ; et eux-mêmes, balayés de leurs sièges gouvernementaux.

Allégation numéro 4

C’était une erreur de tenir un référendum. D’abord à cause du rapprochement, mentionné plus haut, avec les créanciers. Et deuxièmement parce que des sujets aussi complexes que ceux qui faisaient l’objet des négociations entre les créanciers et la Grèce, ne peuvent pas être compris par le peuple.

Notre réponse: C’est doublement faux. D’abord, Alexis Tsipras et le gouvernement grec ne faisaient « que » revenir, avec leur décision pour un référendum, à leurs positions initiales ; c’est-à-dire au programme pour lequel ils avaient été élus par les hommes et les femmes en Grèce. Aussi le « programme de réformes » que les créanciers avaient présenté fin juin était-il sans équivoque : augmentation des impôts, baisse des retraites, bradage des biens

Allégation numéro 3 La Grèce et les créanciers s’étaient fortement rapprochés dans les négociations, jusqu’à la fin juin. C’était une erreur et une absurdité que le Premier ministre Tsipras et le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, aient soudainement quitté la table des négociations et organisé le référendum du 05 juillet.

Notre réponse: C’est en grande partie

Les objectifs de FCH et à propos de notre journal

FactCheck: Hellas (FCH) est un journal publié en langue allemande depuis avril 2015. Depuis le numéro 4, *FactCheck: HELLAS* existe dans les six langues suivantes : allemand, grec, anglais, français, italien et espagnol. FCH est diffusé comme supplément au quotidien grec EFSYN (« Journal des rédacteurs ») depuis le numéro 3. L’objectif de *FactCheck: HELLAS* est de développer et renforcer la solidarité avec la population en Grèce. Il s’agit d’un mouvement dirigé sur le plan international contre la politique d’austérité, ce remède qui est appliqué dans l’intérêt des grandes entreprises et banques et qui a pour effet d’appauvrir la population, de rendre écrasante la dette publique et de faire exploser les bénéfices des entreprises ainsi que les gains des institutions financières. Il s’agit d’un mouvement qui s’engage pour une société dans laquelle - au lieu des bénéfices et des gains - les besoins humains, la dignité humaine, la démocratie et la solidarité soient placées au centre.

FCH est soutenu en Allemagne par une cinquantaine de personnalités de la vie publique et par une douzaine d’organisations du spectre des forces démocratiques et/ou marxistes. Pour les détails, voir le site : www.faktencheckhellas.org.

La rédaction de FCH: Sebastian Gerhardt (Berlin) · Werner Rügemer (Cologne) · Mag Wompe (Bochum) · Winfried Wolf (Michendorf/Berlin). **Rédacteur en chef et directeur de la publication:** Winfried Wolf. **Traduction vers le français:** Bernard Schmid.

L’édition allemande de FCH est publiée à l’adresse suivante (pour nous écrire): Büro für Frieden und Soziales – BFS e.V. · An den Bergen 112 · 14552 Michendorf · Allemagne.

L’équipe de FCH se réjouit si FCH est diffusé le plus largement possible. Nous renonçons explicitement à un Copyright, le contenu peut donc être reproduit librement.

Pour commander le journal imprimé – en langue allemande ou grecque –, veuillez vous adresser à : bestellen@faktencheckhellas.org Voir plus d’informations sur : www.faktencheckhellas.org

Alexis Tsipras, discours devant le Parlement européen, 08 juillet 2015

« Pendant cinq mois, la négociation a été menée dans des salles à huis clos. [...] Je me demande comment il a été possible que nous donnions le pouvoir à trois institutions [...] ; qu’au sein de la Troïka, nous ayions donné le pouvoir au FMI et non à l’institution démocratique par excellence au niveau de l’Europe, c’est-à-dire au Parlement européen, de prendre les décisions. »

Anonym, depuis l’intérieur du gang

« Dans ces discussions, le gouvernement a cédé, encore cédé – en allant toujours vers la Troïka qui, elle, n’a pas bougé. Et jamais la discussion n’a tourné autour de la dette : la restructuration de la dette, la vivabilité, le financement de la dette. Depuis mars/avril 2015, nous avons ramassé l’argent de tous les secteurs : Institutions et services publics, municipalités etc., rien que pour payer le FMI. Nous avons payé une fois, deux fois – et nous étions obligés en même temps de verser les salaires. Nous avons payé les salaires à partir des recettes nouvelles. Mais tout cela n’a pas suffi au FMI. »

Sur le site mediapart.fr, a été publié le 08 juillet dernier une interview avec un participant (non identifié) de la délégation grecque aux négociations. Nous en avons extrait des commentaires comme celui ci-dessus et ceux qui suivent pages 4 et 5. www.analyzegreece.gr/interviews/item/279-a-member-of-greece-s-negotiating-team-we-underestimated-the-power-of-the-creditors

de l’Etat. Sachant que ce dernier point signifie que, bientôt, il faudra payer encore plus cher pour l’électricité, l’eau, les transports et la santé. Chacun et chacune dans le pays a pigé cela. C’était d’ailleurs Wolfgang Schäuble (NOTE DU TRADUCTEUR: le ministre allemand des Finances et tenant d’une ligne dure dans les négociations) qui avait déclaré, au mois de mai, qu’il considérait la tenue d’un référendum comme « une idée de bon sens ». Toutefois, lui et les Messieurs dans la centrale de l’Union européenne pensaient alors plutôt à un référendum qui devait éterniser le bradage du pays – avec l’accord de Tsipras. Une vraie décision démocratique ne relevait jamais de leurs intentions.

Allégation numéro 5 Avec le référendum, la population en Grèce a été divisée.

Notre réponse: C’est le contraire qui est vrai. Le référendum a unifié le pays et la population comme jamais depuis la chute de la dictature militaire, en 1974. 61,3 pour cent ont voté « Non ». Il n’y avait pas une circonscription dans laquelle il n’y aurait pas eu un « Oxi » (Non) comme résultat ; même dans des régions marquées plutôt à droite ou conservatrices, comme dans le Péloponnèse ou dans le Nord-Est du pays, il y a eu des majorités – parfois serrées – en faveur du « Non ». Et souvent, il y a eu des scores de 70 pour cent pour le « Non », par exemple en Crète. Si on tient compte du fait que le KKE (Parti communiste grec) avait appelé à mettre des bulletins spécifiques dans l’urne – correspondant à sa position « Non au Oui et Non au Non » -, qui était comptabilisés comme votes nuls, il y a même eu une majorité des deux tiers à voter « Non » (NOTE DU TRADUCTEUR: puisque la position du KKE rejetait elle aussi les propositions des créanciers). Une telle base sociale large pour le « Non », à propos d’une question aussi décisive pour le pays et pour la population, est assez unique pour une société civile moderne. A cela correspondent aussi les sondages reflétant la préférence partisane: après le référendum, les opinions favorables à SYRIZA atteignaient 45, parfois même 50 pour cent et davantage. C’était une bonne dizaine de points de plus que lors des élections législatives de fin janvier.

Allégation numéro 6 Les programmes d’économies que les créanciers demandent à la Grèce sont raisonnables et acceptables. Ils correspondent aux standards en vigueur dans d’autres pays de la zone euro.

Notre réponse: Le caractère déraisonnable de ces programmes est documenté par la chute libre de l’économie grecque depuis 2010, l’année où de tels programmes ont justement commencé à être appliqués. Il est vrai que la « médecine » néolibérale est prescrite dans un grand nombre de pays et que l’austérité est considérée comme un dogme. Mais ça ne signifie pas que c’est bien ainsi. Encore faut-il remarquer que dans la zone euro, malgré ou surtout à cause de la politique d’austérité, depuis 2010, le taux d’endettement a augmenté. Le taux de chômage générale est plus élevé. Le chômage des jeunes générations a explosé presque partout. En même temps, les revenus de la masse de la population ont baissé. Par ailleurs, avec le nouveau « mémorandum » des créanciers, la Grèce tiendra le record en ce qui concerne le niveau de la TVA. Et les retraites, qui avaient déjà été réduites de jusqu’à 40 pour cent depuis 2010, baisseront désormais encore. La crise va s’approfondir. Ce qui fera monter le nombre de suicides et l’émigration. C’est bien ainsi ? Non : c’est mauvais pour le pays, pour la population et pour la démocratie.

Allégation numéro 7 Il est absurde que Tsipras et une majorité de SYRIZA aient d’abord rejeté le « programme de réformes » soumis au référendum, pour l’accepter maintenant.

Notre réponse: Nous n’appellerions pas cela « absurde ». Mais la contradiction est réelle et ne peut pas échapper aux yeux. Elle ne pourra être expliquée qu’à travers le mécanisme décrit à la page 1 : cette contradiction est le résultat d’un chantage. La signature de l’accord du 13 juillet à Bruxelles, et le vote qui a ensuite été exigé du parlement grec par voie de diktat de Bruxelles et Berlin, relèvent de ce que les juristes appellent, en matière de contrats, « contraire aux bonnes mœurs » ou « contraire à la bonne foi ». On pourrait dire plus simplement : ils revêtent un caractère criminel.

Dans le bassin à requins

La lutte de survie contradictoire d'Alexis Tsipras

Nikos Chilas

Maintenant elle a été officialisée: la capitulation d'Athènes. Le lundi matin (13 juillet 2015), Alexis Tsipras a signé l'abandon de lui-même. Il croyait ne pas avoir d'autre choix. Sa signature figure en dessous d'une série quasiment illimitée de coupes sociales qui frayeront à leur tour le chemin vers une récession infinie.

Paradoxalement, il y a étonnamment peu de voix en Grèce qui

«en herbe», sont loin de devenir un facteur politique capable de s'imposer.

L'hypothèse de départ de Tsipras, selon laquelle son élection puis le référendum du 05 juillet provoqueraient une dynamique de changement dans une partie de l'Europe – dont il pourrait à son tour bénéficier –, est donc largement restée irréalisée jusqu'ici. Cela ne signifie pas qu'ils seraient restés totalement sans effet. Rien que la pure existence d'un gouvernement résolument de gauche dans un Etat de l'Union européenne contribue, à long terme, au changement de toute la scène politique européenne. En partie il y a même des effets à court terme, comme l'ont montré les conflits de ces derniers jours au sein de la zone euro (la France opposée à l'Allemagne) et à l'intérieur même de l'Allemagne (les sociaux-démocrates contre les chrétiens-démocrates dans le cadre de l'alliance gouvernementale, ainsi que la révolte de membres du SPD contre le chef du parti et vice-chancelier Sigmar Gabriel).

Toutefois, Tsipras a d'autres soucis en ce moment. Ce qui l'occupe, c'est la question de savoir comment faire passer l'accord avec les créanciers au parlement grec et dans son propre parti, immédiatement et sans difficultés majeures. Ici il flaire le risque qu'une partie des député-e-s de Syriza pourrait refuser de le suivre, et que la gauche du parti pourrait faire campagne contre sa politique dans la population.

Dans le passé, Tsipras a pu faire savoir avec fierté que l'opposition de gauche se comportait de façon totalement loyale vis-à-vis de lui. Cela pourrait radicalement changer bientôt. La situation en Grèce a fondamentalement changé depuis lundi 13 juillet. Un pays qui était en train de se libérer du «méemorandum» – donc des lois qui avaient été imposées au pays, comme condition pour l'octroi de nouveaux crédits – est désormais soumis à une politique d'austérité

encore plus draconienne. Ainsi est posée la nécessité d'ouvrir une nouvelle ère – avec un nouveau personnel gouvernemental, une nouvelle orientation politique et avec un parti qui soutient cette politique. La partie de l'opposition de gauche qui résiste à ces novations désagréables ne pourra, par la nature des choses, pas prétendre à l'avenir à une place dans son gouvernement et dans le groupe parlementaire. Tsipras cherche apparemment à prendre de court ses adversaires, et à procéder rapidement à des clarifications. Son objectif est d'écarter du gouvernement les deux ministres qui s'étaient opposés à son projet de se mettre d'accord avec les créanciers sur un nouveau mémorandum. Il prévoit de procéder de façon similaire avec les 15 député-e-s qui avaient voté «Oui» à l'accord, mais ont pris leurs distances avec le mémorandum. S'ajoutent encore 13 député-e-s qui passent pour «non fiables». Dans le principal article du journal du parti, *Avgi*, en date du dimanche 12 juillet 2015, on pouvait lire en conséquence: «La question du remaniement gouvernemental ainsi que celle de la majorité parlementaire est posée, ce qui implique des élections anticipées dans un proche avenir.»

Le grave changement de cap exigera donc des victimes. La question de savoir si leur sacrifice conduira à une mutation du gouvernement et du parti SYRIZA reste cependant ouverte. Tsipras semble croire, en tout cas, qu'il pourra passer cette épreuve sans subir des pertes substantielles. Il mise sur l'idée qu'en évitant un «Grexit3 (une sortie grecque de l'euro), il gagne du temps pour réorganiser ses troupes; et qu'il pourra répondre à la nouvelle misère et la nouvelle récession – qui seront produites avec le nouveau mémorandum – avec les investissements publics qui viennent d'être validés (NOTE : dans le cadre de l'accord de Bruxelles du 13 juillet) ainsi qu'avec une lutte impitoyable contre les oligarques.

En même temps, il mise sur la prise de conscience nouvelle qu'il ne peut pas évoluer comme un poisson rouge dans le bassin à requin des créanciers. Il est apparemment obligé de se transformer lui aussi en requin. La politique est une affaire trop sérieuse pour la laisser aux requins politiques. Surtout quand il s'agit d'une question existentielle : celle de savoir comment échapper à leurs dents.



présentent cette capitulation comme une trahison. Elles viennent surtout de l'extrême gauche à laquelle appartient Antarsya, une formation d'inspiration trotskiste. L'opposition de gauche à l'intérieur du parti SYRIZA – qui participe au gouvernement – nomme, dans son organe *Iskra*, l'accord de Bruxelles en le désignant comme ce qu'il est réellement: une *catastrophe*. Mais elle se retient verbalement pour ne pas tomber dans l'injure.

Et ceci pour des bonnes raisons. *Premièrement* parce qu'elle ne perd pas de vue que Tsipras n'a pas cédé sans conditions – il a pu obtenir dans les négociations quelques concessions importantes, comme un plan d'investissement de 12 milliards d'euros ou la promesse (certes vague) d'une restructuration de la dette grecque.

Deuxièmement parce qu'elle ne souhaite pas pour autant provoquer une rupture avec le noyau dirigeant «pragmatique» du parti autour de Tsipras – la rupture est certes imminente, mais sa cause sera l'accord avec les créanciers. Et *troisièmement*, parce qu'elle sait bien distinguer entre une capitulation et une trahison. Cette dernière est présente lorsque le «traître» agit avec mauvaise foi et passe, ensuite, dans le camp ennemi; ce que Tsipras, manifestement, ne fait pas du tout.

Quoi qu'il en soit: le leader de la gauche grecque n'a, jusqu'ici, pas franchi de point de non-retour. Il demeure là où il a toujours été: dans le camp de la gauche. Il est donc possible qu'à un moment plus favorable pour Athènes, il saisira l'occasion pour regagner du terrain perdu.

Tout indique cependant qu'une telle occasion ne se présentera pas aussitôt. Tsipras reste très isolé, à l'échelle continentale. Les gouvernements conservateurs dans les pays qui relèvent du «programme» européen (Espagne, Portugal etc.) et qui, en raison d'une situation d'urgence économique comparable, pourraient être ses alliés, continuent de lui tourner le dos. Les chefs de gouvernement socialistes ou sociaux-démocrates, en première ligne François Hollande en France et Matteo Renzi en Italie, se mettent littéralement à plat ventre devant la chancelière allemande; en tout cas, s'ils se sont mis debout ces derniers jours, ce n'était pas assez énergique pour empêcher l'humiliation d'Athènes par le gouvernement de Berlin. Et les mouvements de solidarité avec la Grèce dans les différents pays européens, qui restent encore

Renaissance de la démocratie – avec le référendum gre

Antje Vollmer

Au cours de cet été caniculaire, la démocratie est née une seconde fois à Athènes. Simplement, le reste de l'Europe ne l'a pas encore remarqué que le référendum en Grèce a aussi été un vote pour la reconquête de décisions démocratiques sur les orientations fondamentales de la politique européenne, aussi et surtout en temps de crise. En tant que projet purement défini en termes financiers et de puissance, entre les mains d'experts n'ayant – la plupart du temps – même pas de légitimité démocratique, l'Europe n'a pas d'avenir. C'était l'élément porteur d'avenir du discours du gouvernement grec, selon lequel il ne fallait plus subordonner la politique d'une «Troïka» et d'élites éloignées de la population.

Wolfgang Schäuble et Angela Merkel – le ministre des Finances et la chancelière de l'Allemagne –, en particulier, ne semblent pas saisir à quel point ils divisent les peuples de l'Europe, avec leur manières paternalistes et leur comportement de dresseur : une division entre Nord et Sud, entre vainqueurs et perdants. Parfois, ces méthodes me rappellent l'époque du Printemps de Prague, en 1968. Personne n'a besoin d'une Europe de la pédagogie noire, du chantage et du mépris. Avec l'histoire allemande en arrière-plan, une telle attitude est particulièrement insupportable. Les jeunes générations en Europe construiront une autre Europe qui sera orientée vers les objectifs de la paix intérieure et extérieure et de la justice sociale. Si cela ne réussit pas, l'Europe se décomposera. Mais je mise sur un changement fondamental des concepts politiques, qui viendra après les visions unilatérales de ces 25 dernières années sous direction néolibérale, dans de nombreux pays. Surtout en cette période-là, ce fut un malheur pour l'Allemagne que seule une «Grande Coalition» ait pu être constituée et que le SPD ayant été incapable de s'opposer fortement à cette ligne politique. Je sais cependant qu'en Allemagne aussi, à la base de la société, il existe une grande solidarité avec les Grecs et les Grecques, qui font preuve de tant de courage dans un temps tellement dur.

Antje Vollmer, ancienne vice-présidente du Bundestag (parlement fédéral allemand)

* NOTE DU TRADUCTEUR : l'alliance gouvernementale entre les Unions chrétienne-démocrate et chrétienne-sociale CDU/CSU et le Parti Social-démocrate SPD, formée suite aux élections législatives de septembre 2013.

Comme chanter l'hymne national suédois

Yanis Varoufakis sur l'Eurogroupe - Extraits

Voici des extraits d'une interview de Yanis Varoufakis accordée à la revue *Newstatesman*, qui a été d'abord publiée en français sur ce blog: <http://blogs.mediapart.fr/blog/monica-m/140715/yanis-varoufakis-sur-leurogroupe-et-sur-sa-demission>

Harry Lambert: Alors comment vous sentez-vous?

Yanis Varoufakis: Je me sens au dessus du monde – Je n'ai plus à vivre à travers un agenda de folie, qui est absolument inhumain, juste incroyable. J'ai dormi deux heures par jour pendant cinq mois. Je suis aussi soulagé de ne plus avoir à subir cette incroyable pression de devoir négocier pour une position que je trouve difficile à défendre. [...]

De quoi parlez-vous?

L'absence complète de tous scrupules démocratiques, de la part des supposés défenseurs de la démocratie européenne. La très claire compréhension d'autre part que nous sommes sur la même course analytiquement – bien sûr cela n'arrivera plus à présent. Avoir ces vraies figures de pouvoir qui vous regardent dans les yeux et disent: „Vous avez raison dans ce que vous dites, mais nous allons vous croquer de toute façon.”

Vous avez dit que les créanciers vous contestaient parce que vous avez parlé économie dans l'Eurogroupe, ce que personne ne fait. Qu'est-il arrivé lorsque vous l'avez fait?

Ce n'est pas que ça n'allait pas – c'est qu'il y avait un refus total de s'engager dans des argumentations économiques. Refus total. (...) Vous avancez un argument sur lequel vous avez réellement travaillé - pour être sûr que c'est logiquement cohérent - et vous rencontrez des regards vides. C'est comme si vous n'aviez pas parlé. Ce que vous dites est indépendant de ce qu'ils disent. Vous auriez pu aussi bien chanter l'hymne national suédois - vous auriez eu la même réponse. Et c'est saisissant, pour quelqu'un qui est habitué aux débats académiques. (...) D'ordinaire l'autre partie participe toujours et là il n'y avait aucune participation du tout... Ce n'était même pas de l'ennui, c'est comme si personne n'avait parlé. [...]

Avez-vous essayé de travailler avec des gouvernements d'autres pays endettés? (Note FCH: L'intervieweur se réfère ici notamment aux gouvernements espagnol, italien...)

La réponse est non, et la raison en est très simple: depuis le début, ces pays particuliers ont été clairement les plus énergiques ennemis de notre gouvernement. La raison, bien sûr, était que leur plus grand cauchemar était notre succès : si nous parvenions à négocier un meilleur accord pour la Grèce, cela pourrait les détruire politiquement, car ils devraient expliquer à leur peuple pourquoi ils n'ont pas négocié comme nous étions en train de le faire.

Comment les deux parties ont servi l'oubli

L'exemple du Premier commandant de la « Forteresse Crète », le Alexander Andrae

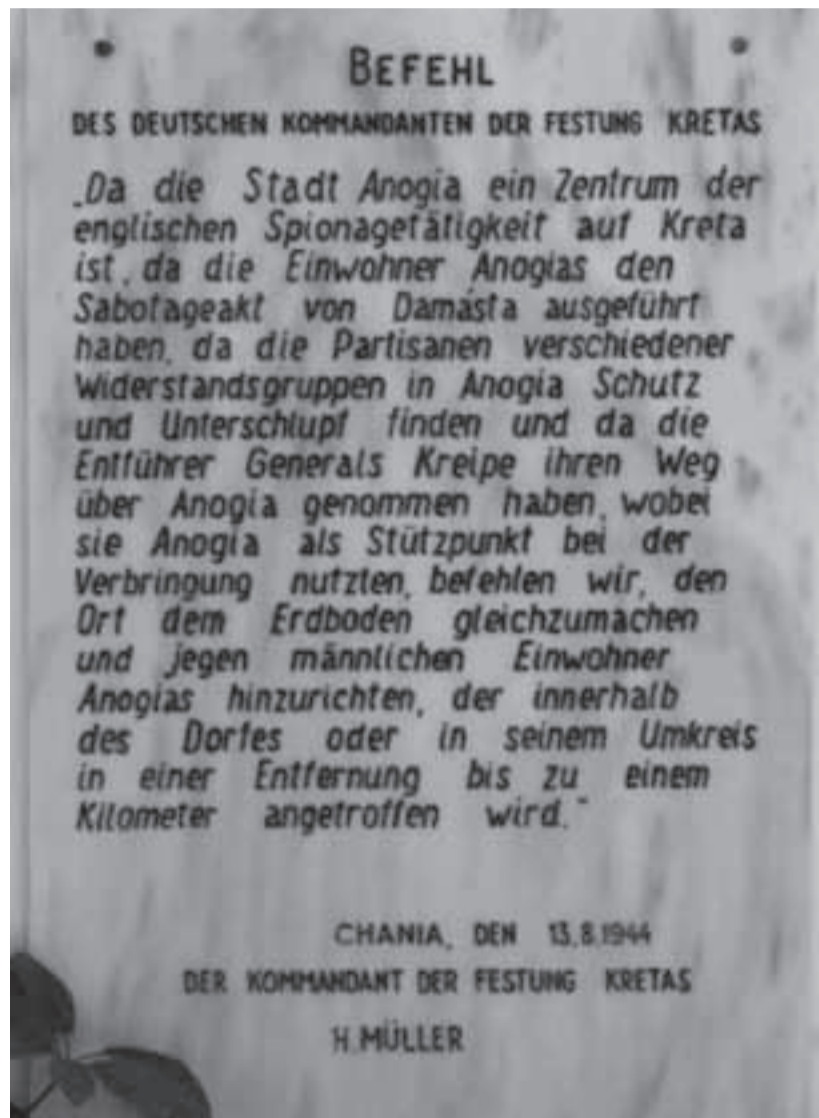
Dorothee Vakalis

A nouveau, les thèmes « crimes nazis en Grèce », « réparations » et « versement d'indemnisations aux victimes de crimes nazis » ont disparu des médias européens. Le gouvernement grec semble avoir cessé de les aborder, précisément depuis le moment où des médias allemands s'étaient bel et bien saisis de ces sujets. Y aurait-il eu des accords derrière les coulisses ? Notre journal a publié, dans son premier numéro (avril 2015) – en accompagnement d'un article de l'historien Karl-Heinz Roth – des documents dont des papiers internes du ministère des Affaires étrangères allemand, qui démontrent comment des gouvernements de la République fédérale d'Allemagne avaient eu recours à des trucages systématiques, pendant des décennies, pour repousser aux « calendes grecques » le sujet d'éventuelles réparations. Dans notre

troisième numéro, nous avons publié une carte affichant tous les lieux qui avaient été détruits par le régime d'occupation nazi en Grèce, et sur laquelle sont marqués les emplacements des plus grands massacres. Dans ce numéro 4 (le numéro présent), Dorothee Vakalis relate, se fondant sur un travail scientifique réalisé par Stratos Dordanas, comment des milieux influents en République fédérale d'Allemagne ont tout fait, au début des années 1950, pour faire libérer un général nazi allemand qui avait été condamné en Grèce pour de multiples assassinats... pour qu'il puisse rejoindre les néonazis en République fédérale d'Allemagne. *Rédaction FCH*

Au fil des années, la gestion des crimes de guerre allemands a été subordonnée, par les gouvernements et tribunaux grecs, aux intérêts économiques liés à une coopération avec l'Allemagne, ainsi qu'à la formation d'un bloc anti-communiste en ces temps de Guerre froide. Ce n'étaient plus les questions de vérité et justice qui dominaient la scène, mais surtout les intérêts diplomatiques, politiques et économiques des gouvernants dans les deux pays. Les victimes de ces crimes sortaient de plus en plus du champ de vision. Plus encore : les bourreaux étaient présentés en Allemagne comme des victimes des institutions judiciaires grecques, et continuaient à y vivre en « honnêtes citoyens ».

en mai 1941. Après l'occupation de l'île, Andrea fut nommé commandant de la « Forteresse Crète », le 09 juin 1941. C'était sous son commandement qu'au cours d'opérations de représailles contre la population civile de Crète, des exécutions massives de civils eurent lieu. Il fut relevé en août 1942. A la fin de la Seconde guerre mondiale, il fut arrêté sur le sol allemand par les Britanniques, puis accusé peu de temps après en Angleterre pour des crimes commis sur des prisonniers de guerre britanniques. Le gouvernement britannique préférait cependant l'extrader vers la Grèce. C'est là que quatre actes d'accusations avaient été préparés contre lui, entre autres pour l'exécution de 2.000 civils



Ordre du commandant allemand de la Forteresse de Crète | Puisque la ville d'Anogia est un centre de l'activité d'espionnage anglaise à Crète ; puisque les habitants d'Anogia ont perpétré l'acte de sabotage de Damasta ; puisque les partisans de différents groupes de résistance trouvent protection et abri à Anogia et puisque les ravisseurs du général Kreipe ont cheminé vers Anogia, en utilisant Anogia comme base de circulation, nous ordonnons de raser ce lieu et d'exécuter tout habitant mâle d'Anogia qui est rencontré à l'intérieur du village ou dans son rayon jusqu'à un kilomètre de distance. | Chania, le 13/08/1944 | Le commandant de la Forteresse de Crète | H. Müller

d'Andrea en tant que commandants en Crète, les généraux Friedrich-Wilhelm Müller et Bruno Bräuer, avaient encore été condamnés à mort et exécutés en 1947, près d'Athènes.

Le retour d'Andrea en Allemagne de l'Ouest a été largement commenté dans les médias allemands. D'anciens compagnons d'armes d'Andrea lui avaient préparé un accueil cordial. Un journal releva qu'Andrea avait été, selon sa formulation, « condamné (...) par un tribunal spécial grec pour de prétendus crimes de guerre. »

Andrea lui-même critiqua, dans une longue interview accordé au *Weserkurier* (NOTE DU TRADUCTEUR : un quotidien régional de Brême), la justice grecque, tout en pointant les « mérites » de ses successeurs en Crète : Müller et Bräuer. Lui-même se faisait passer pour une victime, soutenu par des médias de premier ordre. L'encyclopédie en ligne Wikipedia (en allemand) nous renseigne sur les suites : « Il poursuivait désormais une carrière politique, et appartenait bientôt aux représentants de l'extrême droite les plus en vue pendant ces premières années de la République fédérale d'Allemagne. Il s'engageait d'abord au parti Deutscher Block (Bloc allemand) puis devint, en 1953, cofondateur du Reichsblock (Bloc du Reich). Entre 1953 et 1955, il était membre de la direction et l'un des trois coprésidents du Deutsche Reichspartei (Parti allemand du Reich). »

Il s'efforçait surtout de salir l'image de la Grèce dans l'opinion publique allemande.

Article de Dorothee Vakalis, s'appuyant sur des informations tirées du livre : «Crète pendant la décennie agitée 1940-1950», publié à Chania en 2012 (livre en langue grecque, non traduit jusqu'ici), et notamment du chapitre de Stratos Dordanas : «Crimes de guerre – Les procès contre les commandants de la Forteresse Crète», pages 83 à 110.

Alexis Tsipras, discours devant le Parlement européen, 08 juillet 2015

«S'il ne relève pas du droit d'un gouvernement souverain de choisir de quelle manière elle trouve des mesures appropriées pour atteindre les objectifs fixés, alors nous sommes sommés d'adopter une conception extrême et antidémocratique selon laquelle, dans les pays participant aux programmes' (NOTE : les mécanismes d'aide financière au niveau de l'Union européenne), des élections ne doivent pas avoir lieu, des gouvernements ne doivent pas être nommés, mais ce sont des technocrates qui doivent être installés afin d'assumer la responsabilité des décisions.»

Anonym, depuis l'intérieur du gang

«Les institutions' ont rejeté toutes nos réformes sans aucune analyse de leur contenu. Wolfgang Schäuble et le gouvernement de Berlin sont malins. Ils poussent à des moments de crise pendant les négociations, pour dire ensuite : 'Oh, les Grecs ne coopèrent pas, ils ne comprennent pas les dégâts qu'ils causent, ils n'indiquent pas leurs chiffres.' Et au lieu de chuter, l'euro monte. Tout comme les bourses.»

Interview en date du 08 juillet avec un participant non identifié de la délégation grecque aux négociations de Bruxelles. Pour la source voir l'encadré page 2.

Notre journal *FactCheck:HELLAS* a rapporté un cas exemplaire, celui de Max Merten, le chef de l'administration de la Wehrmacht à Thessalonique qui était en même temps l'un des organisateurs de la déportation de 48.000 juifs et juives vers les camps d'extermination d'Auschwitz et Treblinka. Merten avait été arrêté et emprisonné en Grèce, mais fut libéré par ce qui était de fait un chantage exercé par le gouvernement fédéral allemand (voir notre premier numéro, *FCH01*, p. 4).

Le cas du Premier commandant de la « Forteresse Crète », le général Alexander Andrae, est lui aussi exemplaire. (NOTE DU TRADUCTEUR : L'Allemagne nazi utilisait depuis 1941 le terme de « Forteresse Crète » en référence aux garnisons et fortifications présentes sur l'île de Crète. A partir de la fin 1944, le terme désigne plus précisément la région de Chania, dans l'ouest de l'île, dans laquelle les troupes allemandes s'étaient concentrées à l'automne de la même année.)

Andrea était commandant en chef de l'état-major de l'armée de l'air (Luftwaffenstab) lors de la « bataille de Crète », l'invasion aéroportée allemande

au titre d'acte punitif, suite à la prise de l'île. L'extradition du générale Andrae en Grèce eut lieu début 1947. Le 03 décembre 1947, il fut condamné à la prison à perpétuité.

En Allemagne, il existait une opposition considérable à la condamnation de l'ancien général. Le magazine *Der Spiegel* donna l'impression, à ses lecteurs, qu'Andrea avait été emprisonné injustement. Dans le numéro 9 du magazine en 1951, il fut allégué, faisant appel à un sentiment de pitié, que personne n'était prêt à donner de l'argent pour financer l'appel d'Andrea nécessitant 6.000 dollars; par ailleurs, il était noté qu'Andrea remettait en cause la légalité des lois d'urgence et du tribunal spécial (et donc la légitimité de son jugement). Une demande de grâce d'Andrea, déposée deux ans après sa condamnation, fut appuyée par la chancellerie allemande. Des milieux puissants des Eglises, en Allemagne, soutenaient cette demande de grâce dans une lettre au roi grec, Paul, datée du 08 mars 1950. L'ambassade de l'Allemagne de l'Ouest à Athènes avait elle aussi exercé des pressions, comme l'a révélé l'historien germano-hellénique

Hagen Fleischer grâce à ses recherches. Le 15 décembre 1951, le ministère grec des Affaires étrangères finit par s'adresser au ministère de la Justice du pays, en lui demandant d'accélérer le procès et ce, en tenant compte des «grands intérêts économiques de notre pays ainsi que (de) l'orientation de

notre politique extérieure ». Le roi Paul parapha la demande de grâce d'Andrea. Le 17 janvier 1952, Andrea put quitter la Grèce, après cinq années passées en prison.

Ce faisait, la partie grecque avait acté une rupture dans la gestion des criminels de guerre allemands. Les successeurs

Affaires et Crime

Les relations germano-helléniques étaient placées sous la domination de l'économie. L'intérêt d'effectuer des affaires économiques, du côté grec, était compensé du côté allemand par le gain politique.

Les coupables de crimes nazis commis en Grèce n'ont pas été obligés, à quelques rares exceptions près, à payer pour leurs méfaits. Après la visite du Premier ministre grec de l'époque, Konstantinos Karamanlis, en République fédérale d'Allemagne en 1958 et suite à un crédit de 200 millions de Deutsch Mark accordé à la Grèce, le gouvernement grec décida de renoncer définitivement à toute poursuite de crimes de guerre commis pendant la période précédente. Athènes transféra la compétence d'agir en la matière aux autorités de la République fédérale d'Allemagne. Les autorités allemandes, de leur côté, ne faisaient preuve d'aucune volonté de poursuivre sérieusement les criminels de guerre. (Voir à ce propos le commentaire du professeur de droit Norman Paech dans le

premier numéro de notre journal, *FCH01*, p. 3). Au début de l'année 1959, soit deux mois après les négociations économiques germano-helléniques fit passer au parlement grec une loi qui valait renoncement à l'engagement de poursuites contre des criminels de guerre.

Selon des informations du «Bureau national grec pour les crimes de guerre», plus de 2.500 crimes de guerre ont eu lieu sur le territoire grec. Il s'agissait entre autres d'assassinats, d'exécutions sommaires et arbitraires de prisonniers de guerre, de l'incendie de villages, de la destruction de la propriété d'autrui, du travail forcé ordonné...

Cité d'après une interview que notre journal a mené avec le Docteur Dimitrios K. Apostolopoulos. Apostolopoulos est historien, politologue, chercheur associé au Centre pour l'Histoire de la Grèce moderne de l'Académie d'Athènes et chargé d'enseignement à l'«Open University» grecque. Sa thèse sur les relations germano-helléniques après 1945 a été publiée sous forme de livre en langue allemande en 2004 aux éditions Peter Lang (*Die griechisch-deutschen Nachkriegsbeziehungen. Historische Hypothek und moralischer Kredit*).

Des paysages florissants?

Les perspectives de l'économie grecque dans la zone euro

Sebastian Gerhardt

Après la clôture des négociations du sommet européen, au matin du lundi 13 juillet 2015, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a déclaré que désormais, la Grèce pouvait «de nouveau se tenir debout sur ses propres jambes». Malgré les effets négatifs de l'accord avec les créanciers, la stabilité financière de la Grèce pouvait – selon lui – ouvrir de nouvelles perspectives économiques. Maintenant, il fallait répartir de façon socialement équitable les charges résultant de la politique d'austérité. Le «Grexit» (la sortie grecque de l'euro) appartenait au passé, toujours selon Tsipras.

Il est vrai que la population grecque, en votant «Non» au référendum du 05 juillet, n'avait pas donné un chèque en blanc au gouvernement pour sortir de l'euro. La propagande de Berlin et de Bruxelles présentait le référendum comme une décision pour ou contre l'euro. Ceci en espérant que les Grecs et les Grecques, à l'instar des habitants de la RDA (ex-Allemagne de l'Est) en 1990, opterait pour «la monnaie de l'Ouest». SYRIZA a réussi, en s'appuyant sur les traditions de lutte sociale en Grèce et sur la promesse d'une solution négociée, à faire triompher le «Non». Maintenant, le résultat des négociations est sur la table. S'il est vrai qu'il met fin aux débats incessants sur le maintien (ou non) de la Grèce dans la zone euro, la question demeure néanmoins: quelles perspectives l'économie grecque peut-elle avoir dans ce cadre? Il faut s'intéresser aux faits, non pas aux croyances et aux spéculations.

Indépendamment des détails du programme d'austérité, une stabilisation du système financier grec aura sans doute des effets positifs. Rien que depuis novembre 2014, des épargnants grecs et des entreprises ont retiré au moins 40 milliards d'euros de leurs comptes bancaires pour les cacher «sous le matelas» ou les transférer à l'étranger. Si une partie seulement de ces moyens rentre dans les banques grecques, cela aura déjà un effet de stimulateur de la conjoncture. Si, par ailleurs, les remboursements de la dette par l'Etat grec sont plafonnés avec un nouveau «mémoire», alors le recul brutal des dépenses publiques sur le dernier trimestre, qui avait été causé par la nécessité de ramasser toutes les réserves pour le service de la dette, pourrait être terminé. Peut-être même qu'il pourra y avoir à nouveau des commandes publiques à des entreprises.

Qu'en sera-t-il cependant des perspectives à moyen terme? D'abord, une rétrospective. La structure de l'économie grecque a été fortement modifiée au cours des vingt dernières années. Entre 1995 et 2007, l'économie grecque a connu une croissance massive. Le PIB a crû pendant cette période de 55 pour cent, en valeur monétaire constante; il était situé à un niveau de 155 pour cent en 2007, si nous mettons celui de 1996 à 100 pour cent. Pendant la crise, depuis 2009, l'activité économique a dramatiquement chuté. Elle est située aujourd'hui à peu près au même niveau qu'elle avait atteint il y a quinze ans, au moment de l'entrée dans la zone



Photo: Iakovos Hatzistavrou

euro. Outre les effets directs de la crise, c'étaient les programmes d'austérité – à côté d'un service de la dette élevé – qui ont entraîné cette chute massive du PIB.

La plus grande partie de la « création de valeur ajoutée brute » résulte, en Grèce comme ailleurs, du secteur des services (tertiaire). Rien ne va sans le tourisme et le transport maritime. Mais cela ne signifie pas que les secteurs classiques (primaire et secondaire) seraient sans importance, au contraire. C'est justement ici qu'on observe les évolutions de l'économie grecque en termes de stabilisation et de déstabilisation. Ainsi la part de l'agriculture dans le PIB a baissé, de 1995 à 2007, en passant de 8 à 3 pour cent; elle s'est aujourd'hui stabilisée à 4 pour cent. La part de l'industrie a reculé de 15 pour cent (en 1995) à 13 pour cent (en 1998) et s'est, depuis, maintenue à ce niveau; en 2014, elle était de 12 pour cent. La crise structurelle massive de l'industrie grecque a eu lieu au début des années 1990. Les espoirs liés à l'adhésion à la monnaie unique européenne étaient aussi une réaction à cette crise. Les fluctuations de la conjoncture depuis sont perceptibles de façon particulièrement nette dans un secteur: celui de la construction. Au milieu des années 1990, le bâtiment atteignait une proportion de 6 pour cent du PIB. En 2004, elle est montée jusqu'à 9 pour cent. En 2014, elle n'était plus que d'à peine deux pour cent.

La dépendance du petit pays vis-à-vis des importations a augmenté de façon significative. En 1995, la Grèce importait des marchandises et des services dans un volume de 22 pour cent du PIB. En 2000, déjà – dans la perspective d'une entrée dans l'euro au 1er janvier 2001 –, il était grimpé à 35 pour cent. Il est resté sensiblement au même niveau depuis. Cependant, le taux d'importation grec reste toujours inférieur à la moyenne de l'Union européenne (42,9 pour cent), et nettement en dessous du taux d'autres pays situés dans la «périphérie» de l'UE tels que le Portugal (39,4 pour cent), la Roumanie (41,1 p.c.) ou la Bulgarie (67,9 p.c.).

Les exportations n'arrivaient pas à tenir le rythme croissant des importations. Le déficit le plus important, dans le commerce extérieur de la Grèce, a été réalisé pendant les années de boom économique: entre 2007 et 2010. Si on additionne les déficits (et, partant, les dettes extérieures) du commerce extérieur grec depuis 1995 et jusqu'à aujourd'hui, on arrive à une somme de 314 milliards d'euros. Plus des deux tiers en ont été accumulés entre la date d'entrée dans l'euro et la fin de l'année 2010.

Pour arriver à de vrais changements, il faudrait des investissements volumineux. Une partie de l'accord de Bruxelles du 13 juillet 2015 consiste à faciliter l'accès de la Grèce à des subventions de l'Union européenne d'un montant global de 35 milliards d'euros. Qu'est-ce que cela signifie? En 2008, les investissements en Grèce se montaient à 57,5 milliards d'euros. En 2014 – l'année d'une croissance réelle bruyamment louée à Bruxelles –, ils se chiffraient à un peu moins de 21 milliards. Les subventions annoncées ne correspondent donc même pas au recul des investissements annuels. Et ces 35 milliards promis ne seront, au mieux, versés qu'en les étalant sur plusieurs années. Il ne faudra pas s'attendre à des changements de grande portée dans l'économie grecque, avec de tels moyens. Une assignation définitive à une place dans la «périphérie» du système euro: les élites à Berlin, Paris et Bruxelles ne promettent rien de plus à la population grecque.

Après des années de recul économique et d'une crise profondément inquiétante du système financier, la perspective floue d'une stabilisation – signifiant que les choses cesseront d'empirer – constitue un message positif, à ne pas sous-estimer.

Cependant le nouveau programme d'austérité, imposé avec l'accord du 13 juillet, signifie une poursuite des programmes d'austérité antérieurs. Leurs conséquences sont connues et ont été décrites par le menu. Des taxes de consommation encore plus élevées – avec

un taux général de TVA à 23 pour cent, ce qui constitue un niveau record dans l'Union européenne – et des nouvelles coupes dans les retraites doivent faire baisser la demande intérieure une nouvelle fois, au moins à moyen terme. Les hausses de la TVA dans la restauration et la suppression des exonérations fiscales pour les îles grecques porteront atteinte au secteur du tourisme, important pour le pays, ou augmenteront les avantages compétitifs pour la concurrence (par exemple la Turquie). La diminution des avantages fiscaux dans ce qui reste de l'agriculture empêcheront la revitalisation de celle-ci, qui serait cruciale.

Des raisons de rechercher des alternatives, les gens en trouveront partout. Même les sobres statistiques leur donnent raison: presque aucun autre pays de la zone euro n'est marqué par des inégalités économiques aussi évidentes que la Grèce. La longue croissance jusqu'en 2007 a certes fait baisser la part du capital, des professions libérales et travailleurs indépendants dans le «revenu national» – mais elle a toujours été supérieure à 50 pour cent, la plupart du temps nettement supérieure à 60 pour cent (NOTE DU TRADUCTEUR: contre environ 40 pour cent en France). Même en tenant compte de la forte proportion

Alexis Tsipras, discours devant le Parlement européen, 08 juillet

«Je voudrais rappeler que le moment de solidarité le plus fort, dans l'histoire européenne récente, était en 1953 lorsque notre pays était totalement endetté et pillé après deux guerres mondiales et lorsque l'Europe et les peuples européens (NOTE DE LA REDACTION: dont la Grèce) ont montré la solidarité maximale, lors de la Conférence de Londres en 1953, en décidant d'effacer 60 pour de l'endettement de l'Allemagne ainsi que des mesures favorisant la croissance. C'était le moment le plus significatif de la solidarité dans l'histoire moderne européenne.»

Anonym, depuis l'intérieur du gang

«Le week-end, lorsque la Banque centrale européenne (BCE) a actionné le frein, nous avons subi un arrêt du cœur. Maintenant, nous observons les séquelles. Certains organes sont paralysés, certains ne fonctionnent. D'autres essayent de fonctionner mais manquent d'alimentation en sang. [...] Nous avons sous-estimé leur pouvoir. Il s'agit d'un pouvoir profondément ancré dans la société. [...] Nous n'avons pas de levier. La Maison européenne est kafkaïenne.»

Interview du 08 juillet avec un participant non identifié de la délégation grecque aux négociations. Pour la source voir notre encadré page 2.

Abstraction faite des effets stimulateurs à court terme, les perspectives conjoncturelles au-delà sont donc tout sauf positives.

Mais après les grandes mobilisations sociales de ces dernières années, les hommes et les femmes en Grèce ne se retireront pas simplement dans la vie privée et ne se contenteront pas, calmement, de chercher à gagner leur vie sur le marché.

de travailleurs indépendants, qui est d'environ 30 pour cent de la population active, ce taux de répartition des revenus entre capital/indépendants d'un côté et salarié-e-s de l'autre est extraordinaire. C'est précisément sur ce point qu'avec ou sans SYRIZA, il y aura des luttes pour proposer et imposer une répartition des charges de la crise qui soit socialement plus juste.

Réfugiés, Union européenne et Grèce

Des réseaux de solidarité en première ligne pour la prise en charge des réfugiés qui arrivent massivement

Le nombre des réfugiés venant d'Afrique du Nord, de Syrie, d'Erythrée et d'autres régions du monde en Europe, augmente nettement. Les raisons de leur fuite sont, pour l'essentiel,

toujours les deux suivantes: d'un côté des guerres avec leur cortège de destructions; de l'autre côté, la misère économique et la faim. Dans ces deux cas, les Etats de l'OCDE et parmi eux – dans une mesure

considérable - l'Union européenne portent une large part de responsabilité. Ils livrent des armes pour entretenir ces guerres. Ils ont bombardé la Libye et l'Afghanistan, contribuant à l'état actuel de ces

pays: une situation politique incontrôlable et une misère de masse. Ils ont d'abord soutenu pendant de longues années le régime d'Assad en Syrie (bénéficiant au passage des techniques de torture qui étaient pratiquées par les responsables de ce pays, leur «sous-traitant» certains prisonniers), pour ensuite changer de cap et armer massivement une opposition dont sont issues aussi les forces terroristes du soi-disant «Etat islamique».

Ce sont aussi ces Etats de l'OCDE en général et l'Union européenne en particulier qui imposent des Accords de libre-échange aux pays dont sont originaires les réfugiés. Les résultats sont la ruine des économies régionales existantes, la faim, la pauvreté – et, à partir de là, des centaines de milliers de réfugiés.

Lorsque ces hommes et ces femmes échouent aux frontières de l'Europe, il s'avère que la fameuse «solidarité européenne» si souvent évoquée ne vaut pas le bout de papier sur laquelle elle est inscrite. Depuis des mois, on se dispute pour savoir s'il faut répartir des réfugiés sur les différents pays de l'UE, et le cas échéant combien – le moins possible, disent certains Etats, quelques dizaines de milliers au total au grand maximum -, afin de soulager un peu l'Italie et la Grèce. En réalité, ce sont des centaines de milliers de réfugiés qui arrivent dans ces deux pays. Il faut noter qu'au premier semestre 2015, 68.000 réfugiés ont été enregistrés en Grèce, alors qu'il y en a eu moins en Italie (65.000). Cela signifie que la principale route de fuite à travers la Méditerranée s'est décalée de l'Italie vers la Grèce. Et c'est le gouvernement conduit par SYRIZA qui, alors qu'il est en proie au chantage organisé de l'Union européenne qui l'affaiblit, a pourtant pris des mesures efficaces pour améliorer la situation des réfugiés dans son pays.



Des réfugiés dans le Nord de la Grèce, traversant le pays à pied en direction de la frontière gréco-macédonienne. Photo: Vasilis Tsartsanis

Un cri depuis Idomeni, dans le nord de la Grèce

Là où l'Europe ferme les yeux et les oreilles et édicte des interdictions, grandissent les dangers et des situations proche de la guerre. Des groupes quasi mafieux s'enrichissent sur le dos de réfugiés sans défense. A propos des marches meurtrières de réfugiés syriens, afghans et africains aux frontières entre la Grèce et la Macédoine (Ancienne république yougoslave de Macédoine)

Nous demandons aux hommes et femmes politiques d'Allemagne de venir en Grèce du Nord et de devenir les témoins de la misère et du danger mortel encourus par d'innombrables réfugiés, aux «frontières à l'intérieur de l'Europe»! Ce foyer de tension explosif n'est pas porté à la conscience de nos responsables! Des milliers d'hommes, femmes et enfants arrivent par train ou en marchant de nombreux kilomètres à pied; ils logent, épuisés, dans des champs ou dans les roseaux, à proximité de la frontière avec la Macédoine. En groupes, ils partent ensemble avec des passeurs et d'autres personnes susceptibles de les aider à traverser la frontière. Souvent les fonctionnaires macédoniens les repoussent de la frontière pendant des journées, ensuite ils laissent passer des groupes. Ceux-ci s'arment de bâtons et de perches parce qu'ils savent qu'au-delà la frontière, des bandes et souvent aussi des unités de police les attendent pour leur arracher leurs derniers biens et aussi leurs passeports. Ces derniers sont

utilisés ensuite pour les faire circuler en Europe, afin d'offrir une protection entre autres à des forces criminelles.

Quotidiennement, des cas de violences commises par des bandes sont enregistrées: des réfugiés rentrent grièvement blessés. Des individus saignants et frappés ne trouvent guère des soins dans le Centre de santé de Polikastro, distant de vingt kilomètres, qui n'a même pas une ambulance à sa disposition. L'hôpital de Kilkis, éloigné de cinquante kilomètres, ne peut guère être atteint sans l'aide de tierces personnes. De nombreux migrants ne se manifestent pas malgré leurs blessures, de peur d'être arrêtés. Ils tentent encore et encore de passer la frontière. Nous disposons de témoignages directs à propos de mauvais

traitements et d'attaques à main armée. Le cinéaste Vasilis Tsartsanis a tourné un documentaire et a envoyé un appel au Parlement européen. Alors que face au nombre de réfugiés, des organes étatiques et municipaux restent dans la passivité – «ne pouvant rien faire» -, la société civile bouge cependant dans de nombreux endroits. Des femmes de ménages, des hommes et femmes d'affaires, des enseignant-e-s et des chômeurs se mettent ensemble: ils font la cuisine, pansent des plaies, aident et soutiennent sans se fatiguer, en disant: «Nous ne voulons pas d'argent pour venir en aide, la politique doit enfin trouver des solutions.»

Des témoins oculaires rapportent la présence de «fonctionnaires alle-

mands» aux frontières de la Macédoine (Ancienne république yougoslave de Macédoine) et en Hongrie. Il est relaté qu'ils lâchent des chiens sur des réfugiés, qu'ils les renversent et les poussent contre le sol. Quel membre du parlement adresse une question au Bundestag (parlement fédéral allemand) pour avoir une réponse à la question suivante: «Quels sont les endroits en Europe où se trouvent quelles unités de police allemandes, avec combien de fonctionnaires, en opération... pour repousser des réfugiés?»

Quand serons-nous enfin prêts à transformer les mesures de dissuasion brutales en une nouvelle culture de la solidarité européenne et des droits de l'homme, si souvent invoqués?

Nous demandons aux députés et aux titulaires d'autres mandats de venir, maintenant tout de suite, en Grèce! Pas seulement quand «leur agenda le permet»! Lorsqu'il s'agit de victimes d'un tremblement de terre, ils ne viennent pas non plus trois mois après la catastrophe! Nous irons les accompagner, avec des soutiens qui connaissent les lieux, à Idomeni pour voir les réfugiés qui y dorment en plein air, qui attendent le moment où les garde-frontières armés macédoniens laissent passer leur groupe à son tour. Nous les accompagnerons chez des médecins et chez les habitants des villages à la frontière et nous mettrons à leur disposition des rapports de témoins oculaires, afin qu'ils puissent se faire eux-mêmes et elles-mêmes une idée; puis lever leur voix en disant: il faut trouver *tout de suite* des solutions européennes pour ces hommes et femmes arrivant en nombre, parmi nous, que cherchent à trouver un refuge et la paix dans l'Union européenne. Le traitement de la question des réfugiés déterminera quel est le véritable esprit de l'Europe!

Vasilis Tsartsanis Polikastro,
Dorothee Vakalis, Katerina Notopoulou
Thessaloniki, Nadja Rakowitz
(Francfort/Allemagne), Gerhard
Lanzerstorfer (Linz/Autriche)
Contat: vasilis.tsartsanis@gmail.com

«J'étais à Idomeni ...»

C'est une honte si des médias et des politiques allemands conjurent maintenant une «crise humanitaire» en Grèce... dont un gouvernement de gauche est censé être responsable. Cette crise humanitaire existe depuis longtemps, et ce en conséquence de la politique d'austérité et de la politique d'immigration brutale de l'Union européenne vis-à-vis de tous les réfugiés qui échouent en Grèce. Je viens de passer quelque temps avec un groupe de solidarité à Idomeni, où – comme aussi sur les îles proches de la côte turque – la situation s'aggrave dramatiquement. Là-bas, des centaines d'hommes et de femmes marchent à pied, sans aucun approvisionnement, sans eau ni nourriture, sans toilettes et sans protection contre le soleil ou la pluie, sans soins médicaux, sur leur chemin vers la partie plus riche de l'Europe.

Il est effroyable de vivre comment des hommes ou des femmes sortent en rampant de buissons et quémangent de l'eau et de la nourriture. Des images comme je ne les connaissais, jusque-là, que des famines en Afrique. La population locale, qui souffre elle-même du chômage élevé et qui n'a guère d'argent, donne ses derniers moyens pour venir en aide à ces gens encore plus pauvres. Ces habitant-e-s méritent notre plus grand respect. Le fait que l'Union européenne regarde tout cela passivement moque tous les idéaux dont elle se réclame encore et toujours.

Dr. Nadja Rakowitz, Geschäftsführerin Verein demokratischer
Ärztinnen und Ärzte siehe: www.vdaee.de

Des progrès dans la politique envers les réfugiés

Une politique à l'ombre de la dissuasion européenne

Dimitrios Angelidis, Journal des rédacteurs [EFSYN]

Le gouvernement grec a accompli, après le référendum, des pas décisifs dans la politique d'immigration et d'asile. Elle a mis en œuvre, malgré de nombreux problèmes, une politique que la secrétaire d'Etat dans le ministère de l'immigration nouvellement créé, Tasia Christodopoulou, qualifie de retour aux lois grecques et européennes et aux droits de l'homme qui avaient été éreintés sous la politique ouvertement xénophobe du gouvernement précédent.

Les premières actions du gouvernement en la matière, au printemps 2015, avaient déjà été saluées par l'ONU, le

mer ces Centres de rétention en «Centres d'accueil» non fermés, n'a pu être tenue. [Note de la rédaction de FCH: A l'heure actuelle, on estime qu'il reste 300 personnes enfermées en Centre de rétention dans le Nord de la Grèce et 600 à Amygdaleza - à proximité d'Athènes -, mais la durée maximale de leur rétention a été réduite à six mois. Encore aujourd'hui, des personnes sans papiers sont arrêtées et il existe encore des rapports selon lesquels des personnes appartenant à des groupes sous protection spéciale sont retenues là ou dans des commissariats de police.] La raison réside dans le fait que selon les traités européens, les

«Depuis des années, des réfugiés tentent d'atteindre la Grèce avec des petits bateaux, depuis la Turquie. Le repoussement brutal de ces hommes et femmes dans les eaux territoriales de la Turquie, que les gardes-côtes grecs pratiquaient de manière systématique depuis des années, a été presque totalement stoppé depuis une directive du nouveau gouvernement. C'étaient des unités spéciales qui, cagoulées et armées, ont souvent volé leurs biens aux migrants puis les ont repoussés en haute mer.»

Hagen Kopp, cofondateur du réseau «kein mensch ist illegal» (Aucun être humain n'est illégal) et militant dans l'association locale d'aide aux réfugiés «Lampedusa in Hanau». Il a contribué au développement du projet transnational «Watch the Med» (Regard sur la Méditerranée), soutenu entre autres par l'ONG medico internationale, et du «Alarm phone» (Téléphone d'alerte): deux initiatives qui soutiennent des migrants et migrantes tombés en détresse en mer, et qui cherchent en même temps à augmenter la pression sur les responsables du contrôle des frontières européennes.



Des enfants à un point d'eau au poste-frontière d'Idomeni. Photo: Vasilis Tsartsanis

Conseil de l'Europe et par des organisations des droits de l'homme. Elles concernaient la libération de toutes les personnes enfermées dans les Centres de rétention qui y étaient retenues abusivement parce qu'elles avaient déjà fait une demande d'asile, parce qu'elles appartenaient à des groupes sous protection spéciale ou parce qu'elles y avaient été retenues souvent depuis plus de dix-huit mois (NOTE DU TRADUCTEUR: dix-huit mois étant la durée maximale de la rétention administrative d'un ressortissant étranger sans titre de séjour, qu'autorise le droit européen).

Cependant se manifestaient très rapidement des problèmes pour appliquer une telle politique en Grèce et au sein de l'Union européenne: une politique qui se distingue de la logique dominante, basée sur la dissuasion des migrants. Concrètement, la promesse de transfor-

moyens servant à financer des centres de rétention ne doivent pas être utilisés à une autre fin. Des moyens suffisants pour accueillir les migrants ne semblent cependant pas être prévus dans l'Union européenne. Par ailleurs, l'arrivée massive de réfugiés a été l'objet d'une panique suscitée par les médias et par l'opposition (de droite). Cela a aussi conduit à ce qu'une partie du gouvernement plie sous la pression; surtout le ministère qui est responsable de la police et contrôle les Centres de rétention.

Malgré tout, les choses avancent, même si c'est avec des limites. Le parlement a voté, le 09 juillet - et malgré toutes les turbulences avec les créanciers de la Grèce - avec une large majorité composée de SYRIZA, du PASOK (parti socialiste), du Potami (centre-gauche) et du KKE (Parti communiste) un projet de

Loi qui ouvre des perspectives fondamentales. Avec lui, des milliers d'enfants d'immigrés qui sont ou nés en Grèce ou venus en bas âge dans le pays, obtiendront la nationalité grecque. On appliquera cependant des critères stricts, qui excluront de nombreux enfants. Il s'agit d'empêcher que la future loi soit retoquée par les juges comme non conforme à la Constitution.

Dans ce nouveau projet de loi, les décrets qui avaient jusqu'ici pénalisé le transport de personnes sans papiers - avec des moyens de transport privés ou publics - sont abrogés, et le transport de telles personnes est dépenalisé s'il s'agit d'une aide à des fins humanitaires comme le sauvetage en mer, le transport de malades ou blessés, le transport afin de permettre le dépôt d'une demande d'asile (NOTE DU TRADUCTEUR: l'équivalent de ce qu'on appelle en

France le « délit de solidarité »). La protestation publique a été couronnée de succès, dans ces points.

Par ailleurs, un bureau d'asile sera ouvert à Thessalonique et cinq autres ailleurs en Grèce, avec un financement spécial par l'Union européenne. Ainsi au

moins une partie du système entourant la procédure d'asile, qui a été créé il y a deux ans et qui reste encore totalement insuffisant, pourra être améliorée. Auparavant, toute demande d'asile devait être déposée à la police...

Mettre fin aux poursuites contre l'aide pratique aux réfugiés!

Un appel de groupes de solidarité sur les îles de Chios, Lesbos et Mitilini [Juin 2015]

La législation grecque prévoit une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison pour les personnes ayant procuré une aide pratique au transport de réfugiés (migrants « illégaux »). A de nombreuses reprises, des personnes ont été arrêtées par la police et présentées au procureur de la République. Contre cela, des groupes de solidarité de la Grèce entière ont protesté le 14 juin 2015 sur l'île de Lesbos, avec une grande action de désobéissance civile contre l'Etat: des habitants et habitantes se sont mis ensemble et ont amené des réfugiés depuis les plages éloignées, isolées vers le port où ils peuvent trouver de l'aide et de la protection.

Un extrait de leur appel: «Selon la loi grecque, le transport de ressortissants d'un pays tiers qui ne disposent pas d'un droit d'entrée et de séjour sur le territoire grec constitue un délit. La même chose vaut aussi pour l'aide au transport à l'intérieur du pays qui est interdit, qu'il soit effectué avec des véhicules privés ou des moyens de transports publics. De l'autre côté, une exception est prévue en cas du transport de personnes qui nécessitent une protection internationale selon les normes du droit international. [...] A côté de l'obligation faite à l'Etat grec d'offrir une protection aux réfugiés, fondée sur des traités internationaux qui ont une valeur supérieure à la législation

nationale, les dispositions de la Constitution grecque sont elles aussi univoques:

«La protection absolue de la vie, de la dignité et de la liberté de toute personne se trouvant sur le territoire grec est garantie, indépendamment de sa nationalité, sa race, sa langue et de ses convictions religieuses ou politiques.» (Article 5 alinéa de la Constitution grecque.)

Nous demandons que les poursuites engagées contre l'aide active et solidaire, émanant de citoyens de Lesbos, soient immédiatement arrêtées afin que des hommes et des femmes ne soient plus poursuivis, uniquement pour avoir accompli leur devoir humain.»

La Grèce enregistre plus de réfugiés arrivant que l'Italie

Extrait d'un rapport du HCR du 1^{er} juillet 2015

Depuis le début de l'année, 137.000 personnes ont traversé la Méditerranée et cherché refuge en Europe.

Un tiers des hommes, des femmes et des enfants qui sont arrivés par la mer en Italie ou en Grèce étaient des ressortissants syriens. Les Syriens sont considérés dans leur presque-totalité comme pouvant bénéficier du statut de réfugié ou d'autres formes de protection. Les deuxième et troisième pays d'origine sont l'Afghanistan et l'Érythrée, dont les ressortissants sont également le plus souvent considérés comme pouvant bénéficier du statut de réfugié.

«Alors que l'Europe débat de la meilleure façon de gérer la crise qui s'aggrave en Méditerranée, nous devons être clairs: la plupart des personnes qui arrivent par la mer en Europe sont des réfugiés, en quête de protection après avoir fui la guerre et la persécution», a déclaré António Guterres, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Les statistiques reçues de la Grèce, l'Italie, Malte et l'Espagne font état d'une augmentation de 83 pour cent des réfugiés et des migrants ayant traversé la Méditerranée de janvier à juin (soit 137.000 personnes, comparativement à 75.000 pour la même période en 2014).

Le rapport montre également que l'itinéraire de l'est de la Méditerranée, depuis la Turquie vers la Grèce, a désormais dépassé celui de la Méditerranée centrale (depuis l'Afrique du Nord vers l'Italie) en tant que principale source des arrivées maritimes.

En Grèce, une infrastructure limitée - fournissant moins de 2.000 places d'accueil au total - est synonyme de conditions d'accueil totalement insuffisantes pour les nouveaux arrivants. De nombreux réfugiés continuent leur voyage via l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie en tentant d'atteindre la Hongrie. Actuellement, plus de 1.000 migrants à la recherche d'un refuge traversent quotidiennement la frontière entre la Grèce et la Macédoine; leur nombre était de 200 il y a quelques semaines. Des sources concordantes font état, sur cet itinéraire, de fréquents abus et de violences commis par des passeurs et des réseaux criminels. Les contrôles aux frontières sont par ailleurs durcis.

«L'Europe a une responsabilité claire pour aider les personnes en quête de protection après qu'elles aient fui la guerre et la persécution», a déclaré António Guterres. «Renier cette responsabilité menace les fondements même du système humanitaire que l'Europe a si difficilement construit.»

Voir www.unhcr.de



Depuis quand existe EFSYN, et où se situe votre journal aujourd'hui dans la gamme des médias imprimés (non électroniques)?
Notre journal a été créé en novembre 2012. La plupart d'entre nous avaient

travaillé jusqu'en 2011 dans le grand journal «Eleftherotyria», qui a été fermé sur décision de ses propriétaires. Les salaires des employé-e-s n'ont pas été versés ; nous avons été en grève pendant six mois. Sans succès. Ainsi nous avons décidé de fonder un



journal sur la base d'une coopérative. L'orientation politique du journal résulte des opinions personnelles de chacun et chacune d'entre nous. Tous les journalistes ont le droit d'exprimer leurs opinions personnelles, signées de

leur nom. Bien sûr qu'il existe aussi une opinion «centrale»: nous sommes bien sûr de gauche, et orientés pro-SYRIZA. Une chose particulièrement importante : notre journal est le seul journal grec dont le tirage augmente en continu.

«S.V.P., continuez à produire FactCheck:HELLAS!»

Interview avec Dimitris Psarras, rédaction du journal EFSYN, vice-président de la coopérative d'EFSYN

Comment vous êtes structurés en interne ?

Nous avons constitué une coopérative, dans laquelle tous les membres de notre équipe EFSYN participent à égalité de droits et possèdent des parts. Cela signifie: les journalistes tout autant que les «personnels techniques». Chacun a versé 1.000 euros. Et chacun et chacune a travaillé pendant deux mois sans être payé(e). C'était ça, notre capital de départ. Maintenant, nous avons tous une rémunération identique. Encore une fois: les travailleurs «intellectuels» et «manuels», ou «techniciens», gagnent la même chose. Le directeur, la rédaction et l'organe dirigeant de la coopérative sont élus par tous les membres. Les décisions importantes sont adoptées par l'Assemblée générale.

La semaine précédant le référendum a, sans doute, constitué un défi particulier pour un quotidien de gauche. Cela avait-il des conséquences concrètes pour vous?

Le journal a bien sûr fait partie de la campagne pour le «Non». Cependant il y avait aussi quelques journalistes à EFSYN qui étaient pour le «Oui». Nous avons considéré que notre tâche essentielle consistait à répondre à la propagande des autres médias, selon laquelle la question soumise à référendum était celle d'un Oui ou Non à l'Europe et à l'euro. Les conséquences pour nous étaient d'abord positives. Le vendredi avant le référendum, EFSYN était devenu le premier journal! Mais ce miracle n'a duré que trois jours. Très vite, nous avons dû constater que les créanciers ne souhaitent pas avoir de la démocratie, mais seulement imposer par la force un nouveau «mémorandum» dur.

Le troisième numéro de «FactCheck:HELLAS» a été publié en supplément à EFSYN, le 22 juin. Quel écho y a-t-il eu?

menée] s'il existe un accord définitif avec les créanciers. Ils exigent toujours de nouvelles concessions de la part du gouvernement grec, qui ne peuvent



Chers et Chères camarades, chers amis et chères amies,
Au nom du Comité central de SYRIZA, je salue du fond de mon cœur votre initiative de sortir le journal FactCheck:Hellas, et je souhaite bonne réussite au projet.

Des initiatives comme la vôtre ne donnent pas seulement au peuple en lutte en Grèce l'air nécessaire pour respirer. En même temps, vous développez avec votre projet l'unité internationale et vous renforcez ceux et celles qui pensent librement, s'engageant contre les divisions, les nationalismes et contre le racisme. Cette solidarité internationale nous donne et vous donne la force dont on a besoin pour la lutte, et l'espoir que ce monde pourra être changé.

Je me réjouis de vous voir bientôt diffuser votre projet dans toute l'Europe. Tout particulièrement, je me réjouis quand nous autres, à Athènes, lisons les informations de FactCheck:HELLAS et la voix de solidarité d'amis et amies allemands.

Athènes, le 07 juillet 2015

Tasos Koronáki – Secrétaire du Comité central du parti SYRIZA



De la rédaction d'EFSYN, à Athènes, le 6 juillet 2015, lors de la remise d'un don de 10.000 euros de FactCheck:HELLAS à la rédaction d'EFSYN. La remise devait être effectuée en liquide puisque les banques grecques étaient déjà fermées, à cette date. De gauche à droite : le rédacteur en chef d'EFSYN, Giannis Smyrlakis, Winfried Wolf (FCH) et Dimitris Psarras, rédacteur en chef adjoint d'EFSYN. En bas : le numéro d'EFSYN du même jour, du 6 juillet 2015, avec sur le titre le chef de l'Eurogroupe – un J. Dijsselbloem visiblement choqué – et le résultat grandiose du référendum de la veille : 61,3 pour cent de « Non » à l'offre de diktat que la véritable Troïka, celle composée du FMI, de l'Union européenne et du gouvernement allemand, avait voulu imposer à la population grecque. Et qu'elle allait d'ailleurs réussir à lui imposer quand même, une semaine plus tard...

Ce numéro était très important pour nous et pour notre lectorat. L'existence d'une telle publication journalistique et politique, importante pour la solidarité des peuples d'Europe avec la Grèce, est précieuse pour les efforts du peuple grec d'échapper aux conséquences de la crise. Nous avons reçu de nombreux commentaires. Et: tous étaient positifs.

Comment a été perçu chez vous le nouveau programme d'austérité, qui a été adopté par le parlement grec le 11 juillet?

Il était très difficile de passer de l'euphorie du référendum à la dure réalité du nouveau mémorandum. Nous constatons qu'il existe quelques améliorations en comparaison au mémorandum précédent, tel que le fait que pour la première fois, il est prévu de faire payer des impôts aux armateurs. Mais il est vrai : nous avons un nouveau programme d'austérité. Nous ne savons pas encore [Note de la rédaction FCH : au moment où cette interview a été

pas être acceptées. Certes, il y a pour la première fois plusieurs pays qui soutiennent la Grèce. Mais le prix est trop élevé.

As-tu quelque chose à demander au projet FactCheck:HELLAS?

Je peux comprendre que dans le cadre de ce projet, sont nés beaucoup de questions et de doutes sur les évolutions les plus récentes. Tout naturellement, ces évolutions font l'objet d'interprétations politiques différentes. Mais la solidarité avec le peuple grec est plus importante maintenant que jamais. Je voudrais préciser que nous tous, qui avons soutenu le gouvernement de SYRIZA et qui avons appelé à voter «Non» dans la campagne du référendum, n'avons pas d'illusions. Mon souhait, le voilà: continuez avec le projet FactCheck:HELLAS, que vous avez mené jusqu'ici avec tant de succès. Nous vous faisons confiance. Et nous vous prions de faire confiance en nous et au peuple grec.